

AVANT-PROPOS

Au printemps 2017, suite à la publication du *Paysan impossible* de Yannick Ogor¹, nous étions une poignée d'agriculteurs à discuter des possibilités d'établir un rapport de force avec l'administration pour défendre nos pratiques face à l'industrialisation de nos métiers et de nos vies. Le 20 mai 2017, Jérôme Laronze était tué par les gendarmes de plusieurs balles dans le dos alors qu'il avait exprimé publiquement les raisons de son opposition à l'administration. L'histoire de cet éleveur et sa mort inacceptable ont précipité les choses. C'est ainsi qu'est né le Collectif d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes, alias Hors-normes.

Trois mois après la mort de Laronze, le collectif revenait sur ce crime rapidement évacué de l'espace médiatique et lançait un appel national à se rassembler en sa mémoire pour débattre du rapport des agriculteurs aux administrations. Pendant quelques années, à l'occasion de rencontres éparées, des agriculteurs et des agricultrices des quatre coins de la France se sont réunis pour discuter de leurs problématiques face aux administrations et au diktat des industriels qui verrouillent la production agroalimentaire.

Très tôt, le collectif a apporté son soutien à d'autres éleveurs aux prises avec l'administration : Stéphane Dinard, qui tuait ses animaux à la ferme pour commercialiser directement la viande, inquiété par la justice ; Michel, qui a perdu ses vaches, saisies par l'administration avec l'appui d'une association animaliste ; Gabriel Dufils, qui s'est défendu devant toutes les juridictions possibles sans jamais réussir à faire appliquer les décisions de justice en sa faveur ; puis de nombreux éleveurs dépossédés de leurs troupeaux lors de procédures judiciaires. Cependant, il faut bien admettre que nos faibles moyens n'ont permis d'infléchir le cours des choses qu'en de rares occasions,

1. Yannick Ogor, *Le Paysan impossible, récit de luttes*, éd. du Bout de la ville, 2017.

et très provisoirement. Au moins avons-nous tenté de sortir de l'isolement, de pointer le cynisme de ceux qui prétendent nous gouverner et d'y opposer un refus collectif.

Ces allers-retours entre des rencontres, propices à la confrontation des points de vue, et des situations concrètes de conflit sur le terrain ont nourri nos réflexions et contribué à la construction d'une critique collective ancrée dans nos pratiques. Malheureusement, ce travail n'a pas été formalisé et n'a fait l'objet d'aucune publication.

Et puis le temps est passé. L'éloignement géographique et la difficulté à créer des dynamiques locales ont usé la motivation des participants. Il faut dire que nous avons souvent été confrontés à une aversion profonde pour toute forme de conflit direct, symptôme d'une gauche sclérosée par les injonctions à la bienveillance et à la communication non violente. Le collectif s'est érodé jusqu'à l'épisode du Covid qui l'a plongé dans un long sommeil, à l'exception de la Bretagne où un groupe local a poursuivi ses activités un peu plus longtemps.

Si les raisons qui ont conduit à la création du collectif demeurent intactes, les conditions d'un élargissement de sa base sont encore incomplètes. L'analyse de cette aventure et de ses limites reste à faire, mais j'ai le sentiment que nous n'avons pas mis suffisamment d'énergie dans la clarification et la diffusion de nos idées, trop occupés par l'urgence des situations qui se présentaient à nous.

En 2023, lorsque des agriculteurs voisins ont été la cible de l'association animaliste L214, j'ai ressenti le besoin d'expliquer à mon entourage ce qui se jouait derrière cette confrontation spectaculaire. J'ai alors rédigé un long article publié durant l'automne suivant dans *Le Monde à l'abade*, un minuscule journal local. Quelques mois plus tard, les manifestations d'agriculteurs de janvier 2024 m'ont poussé à diffuser ce texte plus largement, sous la forme d'une brochure intitulée *Agro-industrie, véganisme et élevage*. Une initiative sans doute dérisoire face au spectacle prodigieux orchestré par la FNSEA

qui a récupéré, une fois de plus, une colère légitime pour conforter sa politique délétère.

C'est en repartant de cet article et en développant plusieurs parties que j'ai finalement abouti au livre que vous avez entre les mains. On peut y voir une synthèse des échanges qui ont animé le collectif Hors-normes. La porosité entre les thèses du collectif et les réflexions développées dans ce texte est évidente et je la revendique pleinement. Mais s'il s'agit d'une synthèse sur l'élevage, c'est une synthèse très personnelle. Elle gagnerait à être enrichie par d'autres contributions. À ma connaissance il en existe au moins une, publiée au printemps 2024 sous le titre *Abattages à la ferme*².

Pour terminer ce tour d'horizon, j'ai souhaité annexer quatre textes diffusés par Hors-normes. Après le tract fondateur du collectif se trouve l'appel à soutenir Stéphane Dinard, inquiet par la justice pour sa pratique d'abattage autonome. Viennent ensuite deux récits de vie d'éleveur : celui de Jérôme Laronze, reconstitué après sa mort, et celui de Michel, tel qu'il le raconte. Ils apportent, chacun à leur manière, un éclairage sur les situations évoquées dans ce livre.

C'est au bout de ce chemin que se trouve le conflit. Celui-là même qui est confisqué par l'organisation administrative de la vie, celui qui disparaît dans l'Aménagement systémique. En effet, nous savons, pour le vivre tous les jours, qu'une société débarrassée de ce type de conflit n'est pas une société pacifiée, mais une société où le conflit est intériorisé. Une société où les conflits ne se règlent jamais, font des dégâts à l'intérieur, fabriquent des gens cassés : une population qui se déforme de l'intérieur pour encaisser les contraintes extérieures.

Xavier Noulhianne,
Le Ménage des champs, 2016.

2. Yannick Ogor, *Abattages à la ferme*, éd. Quartz, 2024.

L'élevage va mal. Depuis longtemps. C'est une évidence qui n'est plus discutée, mais qui fait rarement l'objet d'une analyse plus poussée. De crise sanitaire en crise de surproduction, le « monde de l'élevage » est secoué régulièrement par des manifestations d'agriculteurs à bout de nerfs. Le mouvement de colère démarré en janvier 2024 en est une illustration récente. En dépit de ces coups de sang, on peine souvent à comprendre ce qu'est devenu l'élevage de nos jours et ce qui rend le métier d'éleveur si difficile. C'est précisément ce qui m'a incité à écrire ce livre. J'ai voulu donner un aperçu de la situation à hauteur d'homme, en partant de ma propre expérience et de mes nombreuses rencontres.

On pourrait trouver surprenant que je mette autant d'énergie à expliquer les enjeux autour de l'élevage, moi qui ne suis pas éleveur. En effet, je suis agriculteur et lorsqu'on me demande ma profession, je réponds généralement que je suis cultivateur. Pour être plus précis, mon activité « professionnelle » se limite à la production et la vente de légumes variés. Mais nous avons, ma compagne et moi, d'autres productions fermières qui ne sont pas commercialisées. En particulier, nous engraissons chaque année deux porcs que nous tuons à la ferme et que nous transformons en viande et autres charcuteries.

Est-ce que nous pratiquons l'élevage ? Tout dépend de la définition que l'on donne à ce terme. Depuis soixante ans, les productions animales industrielles se sont accaparé l'usage du mot « élevage » et elles l'ont vidé de son sens. Pour saisir la singularité de l'élevage, il faut donc aller au-delà du langage courant. Jocelyne Porcher, sociologue à l'Institut national de recherche pour l'agriculture (INRA, devenu INRAE en 2020), a passé de nombreuses années à élaborer une théorie de l'élevage distincte des productions animales. Selon elle, « être éleveur, c'est créer des liens » entre les humains et les animaux, mais aussi entre les animaux eux-mêmes. Ainsi, l'approche « affective et communicationnelle » ne vient pas en plus du

travail de l'éleveur, elle est constitutive de son activité³. Cette définition sociologique met l'accent sur la manière de travailler avec les animaux, ce qui est effectivement incontournable, mais elle fait abstraction du contexte. Il me semble judicieux de la compléter par le point de vue de Xavier Noulhianne. Cet éleveur du Lot-et-Garonne est plus attentif aux circonstances dans lesquelles s'exerce la pratique : « L'élevage, c'est mettre en cohérence un troupeau et un territoire. » Cette définition, à la fois très simple dans l'énoncé et très exigeante dans la pratique, révèle la nécessité d'un véritable savoir-faire qui s'exprime dans la durée. Pour atteindre cette cohérence, l'éleveur dispose essentiellement de deux leviers : le choix de l'alimentation (prairie, légumineuses, céréales, betteraves, parcours forestier, alpage...) qui servira à nourrir les bêtes tout en étant adaptée aux conditions locales (nature du sol, climat, relief...) ; et la sélection des animaux, c'est-à-dire la maîtrise de leur reproduction.

On notera au passage que l'immense majorité des exploitations de poules pondeuses ne rentrent pas dans cette définition. Même en agriculture biologique (AB) ou en production labellisée « plein air », les exploitants achètent des poulettes prêtes à pondre. Il n'y a, pour ainsi dire, plus aucun poussin né sur les exploitations de pondeuses. Les poules, sélectionnées sur d'autres critères, seraient bien incapables de couvrir ou d'élever leurs petits. Les exploitants achètent également l'aliment, un mélange optimal préparé par des spécialistes de l'alimentation animale qu'il est difficile de produire sur la ferme. Autant dire que le principe du « lien au sol », impératif pour une certification AB, a été corrompu pour permettre cette division du travail inhérente aux productions industrielles. Ces pratiques se sont d'ailleurs étendues aux basses-cours domestiques qui fonctionnent sur les mêmes principes grâce aux magasins de jardinage adossés aux coopératives agricoles d'approvisionnement.

3. Jocelyne Porcher, *Éleveurs et animaux : réinventer le lien*, PUF, 2002 ; *Cause animale, cause du capital*, éd. Le Bord de l'eau, 2019.

Chez nous, les cochons sont nourris exclusivement avec des produits de la ferme. Nous cultivons à cet effet un petit carré d'orge qui entre dans la rotation des légumes. Mais nous n'avons ni truie ni verrat. Chaque printemps, nous achetons une paire de porcelets à un voisin. La reproduction des animaux n'est pas de notre ressort. Nous ne sommes donc pas éleveurs à proprement parler. Nous sommes, tout au plus, des engraisseurs soucieux de leur autonomie. À ce titre, nous subissons certaines des contraintes imposées aux éleveurs et nous sommes aux premières loges pour en constater les effets sur l'élevage.

Cet effort de clarté est essentiel pour la suite du texte. Lorsqu'il y sera question d'élevage, ce sera toujours en référence à ces définitions, et nous verrons apparaître en creux ce qui n'en fait pas partie. Mais avant de m'engager dans la description de l'élevage et des difficultés qu'il rencontre, il me faudra faire un détour par deux courants qui s'y opposent : les productions animales industrielles et le mouvement animaliste.

La position hégémonique des productions industrielles et l'essor des associations animalistes polarisent le débat entre exploitation et protection des animaux. L'élevage, comme d'autres pratiques de subsistance, rompt avec cette dualité par la complexité et l'ambivalence des relations qui lient les humains et les non-humains. Pourtant, l'élevage est souvent confondu avec les productions animales industrielles, ce qui l'expose aux mêmes critiques. Cet amalgame est la source de malentendus et de conflits parfois violents. Ainsi, les discours abolitionnistes, qui réclament la fin de l'élevage, aggravent l'isolement des éleveurs en détournant de possibles soutiens et en insinuant le doute dans le reste de la population. L'opposition aux productions animales industrielles est indéniablement un point commun entre les militants de la cause animale et les défenseurs de l'élevage, mais l'approche animaliste manque de finesse. L'examen de leurs arguments à travers le prisme de l'élevage me permettra d'introduire des nuances tout en précisant les enjeux liés à cette activité ambiguë.

Comme nous le verrons, non seulement l'élevage ne pose pas de problème en lui-même, mais il est incontournable pour la réalisation d'une société plus libre et plus égalitaire. Malheureusement, tout le monde ne partage pas cette ambition, loin de là. Et l'élevage est en train de disparaître, comme les paysans ont quasiment disparu de France à partir du milieu du ^{xx}e siècle, piétinés par le progrès en marche. Je terminerai donc cet essai par la revue des difficultés les plus frappantes et sans doute les moins connues qui déciment actuellement les éleveurs. Une défense conséquente de l'élevage ne peut faire l'économie d'un conflit à leur endroit.

Je prendrai comme point de départ un fait divers survenu près de chez moi. L'affaire, dévoilée au mois de juin 2023, a fait la couverture du *Journal de Saône-et-Loire (JSL)* : L214 avait mené une « enquête » sur une exploitation agricole d'une commune voisine.

Comme à son habitude, l'association de « défense des animaux » avait diffusé sur internet des vidéos prises à la sauvette dans un bâtiment d'engraissement à l'insu des propriétaires et avait porté plainte contre les exploitants pour « maltraitance ». Les articles publiés dans le journal couvrent une double page avec de grandes photos, mais ils ne permettent pas de comprendre le fond de l'histoire. Le *JSL* mentionne que l'exploitant engraisse des chevreaux qui appartiennent à une filiale du groupe LDC (géant de l'agro-industrie connu par ses marques Loué, le Gaulois ou encore Marie), mais il ne donne aucune précision sur ce mode de production industriel appelé « intégration ». Pas un mot non plus sur l'idéologie abolitionniste promue par l'association animaliste L214. En fin de compte, il n'était pas question d'élevage.

Pris isolément, cet exemple peut sembler dérisoire. C'est plutôt la répétition d'événements similaires qui est déterminante : la succession de scandales, repris en boucles dans les médias et sur les réseaux sociaux, a projeté l'élevage

au rang des questions de société, sacrifiant la réflexion au sensationnel. Si j'ai voulu mentionner cette occurrence locale, c'est qu'elle illustre parfaitement la manière de traiter le sujet dans l'espace public. Partant de ces bribes d'informations, j'essaierai d'en combler les lacunes pour préciser les termes du débat et pour pousser l'analyse au-delà des lieux communs.

Je ne commenterai ni les vidéos, qui ne m'intéressent pas, ni les pratiques de ces exploitants, que je ne connais pas. En revanche, il me semble utile d'apporter quelques informations d'ordre général dans l'espoir qu'elles aident à comprendre la situation.